

Durant trois jours, le *Journal* vous présente en exclusivité des **extraits du livre** de Daniel Leblanc, ce journaliste qui a mis au jour le **scandale des commandites**. L'ouvrage lève le voile sur les dessous de cette enquête journalistique sans précédent.

Le Journal de Montréal, dimanche 22 octobre 2006

## Tentative de camouflage

Le gouvernement voulait fournir une liste falsifiée des événements subventionnés

A mon retour de vacances, au début de janvier 2000, j'ai décidé [...] d'approfondir les informations dont mon ancien collègue m'avait parlé quelque temps auparavant à propos de Chuck Guité et de ses généreux contrats. En quelques minutes, j'ai envoyé une demande d'accès à l'information au ministère des Travaux publics, réclamant une liste complète des événements subventionnés en vertu du programme des commandites depuis sa création. C'était une simple partie de pêche.

Cette demande d'information avait créé un vent de panique au gouvernement, engendrant un jeu de coulisses dont je n'ai appris l'existence que cinq ans plus tard, lors des audiences de la commission Gomery. En fait, une série de péripéties impliquant deux listes d'événements commandités – une vraie et une fausse –, des pressions bureaucratiques et politiques de même que l'entrée en piste d'une fonctionnaire au courage indéniable ont découlé de cette demande d'information sur le programme des commandites.

### UNE SIMPLE DEMANDE

Le tout a commencé lorsque la responsable du service de l'accès à l'information au ministère des Travaux publics, Anita Lloyd, m'a appelé pour m'informer qu'il existait bel et bien une liste contenant toutes les commandites octroyées depuis 1997. Elle m'a alors tout simplement demandé si je voulais recevoir cette liste, et je lui ai répondu que oui.

Anita Lloyd a entrepris les démarches afin d'obtenir les approbations requises. Elle n'a eu aucun problème jusqu'à ce que la liste se rende au bureau du ministre Alfonso Gagliano. Ce qui est arrivé alors n'est pas clair, mais quelqu'un s'est empressé d'ordonner que cette liste ne soit pas rendue publique. Un fonctionnaire ou un adjoint ministériel était vraisemblablement au courant de la magouille dans le programme et voulait camoufler l'affaire, mettant tout en œuvre pour éviter de satisfaire à ma demande.

### PRESSIONS

Une seconde liste bien moins complète que celle proposée par Anita Lloyd a été dressée avec la ferme intention de me la fournir. Anita Lloyd ne cautionna pas cet acte, disant que j'avais un droit absolu à la première liste, ce qui a influencé le déroulement des événements qui suivirent.

Une collègue d'Anita Lloyd ajouta même que si le ministère voulait m'envoyer la seconde liste, il faudrait faire signer Alfonso Gagliano lui-même pour l'approbation finale!

En raison de sa prise de position, Anita Lloyd a continué à subir des pressions. Ses patrons ont insisté pour qu'elle m'appelle afin de me convaincre subtilement d'accepter la seconde liste. Elle a refusé. En fait, elle a simplement accepté de me téléphoner et de me demander si je voulais la première liste, ce que je lui ai confirmé sans vraiment comprendre ce qui se passait en arrière-scène.

### LA FAMEUSE LISTE

Ayant enfin gagné cette bataille, Anita Lloyd a donc pu m'envoyer au mois de mai 2000 la fameuse liste originale (la vraie) qui contenait toutes les commandites octroyées par le ministère des Travaux publics depuis 1997. La deuxième liste falsifiée, qui avait été établie par je ne sais qui, ne s'est jamais rendue chez moi. En fait, je n'ai appris son existence que près de cinq ans plus tard, lors des audiences de la commission Gomery. J'ai fait cette découverte, tout bonnement assis au fond de la salle d'audience à Ottawa en train d'écouter le témoignage d'Anita Lloyd, qui racontait toutes les tractations entourant la diffusion de ce simple document.

Après avoir entendu son témoignage, je suis allé m'asseoir dans la salle réservée aux journalistes pour consulter la deuxième liste. C'est alors que j'ai compris qu'il s'en était fallu de peu pour que les libéraux réussissent à camoufler le scandale des commandites. En fait, cette deuxième liste falsifiée ne contenait que des détails sur 82 millions de dollars d'événements commandités, donc 57 % du budget réel du programme. Et les données manquantes sur cette seconde liste n'étaient pas les moindres. Il n'apparaissait pas une commandite obscure de 550000 \$ octroyée en 1998 à Groupaction et qui allait être un point tournant dans le dévoilement du scandale.



PHOTO PC

**C'est au bureau du ministre Alfonso Gagliano que la demande pour rendre publique la fameuse liste du programme des commandites a connu une première opposition.**

## D'AUTRES SAVOUREUX EXTRAITS

Michel Couillard avait même dit à certaines personnes qu'il avait reçu certaines de ses «commandes politiques» lors d'une rencontre en tête-à-tête avec Alfonso Gagliano dans un restaurant, à l'abri des regards des autres clients, dans la cuisine!

### CHAPITRE 6

J'étais dépité. Après plus de deux années à fouiller le dossier du scandale des commandites, la meilleure histoire de toutes n'arrivait même pas à lever.

Dans sa maladresse, Groupaction avait réussi à donner aux caricaturistes le premier symbole du scandale des commandites : la photocopieuse.

### CHAPITRE 7

Lorsque Sheila Fraser a reçu l'appel fatidique du ministre des Travaux publics Don Boudria, l'informant qu'elle héritait de l'enquête Groupaction, sa première réaction fut de dire: «Oh non!»

«On ne voulait pas vraiment le faire», m'a récemment dit la vérificatrice générale au sujet de cet appel du 19 mars 2002.



PHOTO D'ARCHIVES

#### **Jean Brault**

**Le «bum de Longueuil», comme on surnommait Jean Brault chez Groupaction, se parfumait allégrement et se parait d'ornements dorés et d'habits brillants. Il était tellement voyant que bien des gens préféraient parler de ses jewels que de ses bijoux, le dernier mot ne rendant pas justice à ses agréments.**

### CHAPITRE 8

Et à ma grande surprise, Polygone éditeurs avait obtenu une généreuse commandite pour un événement... qui n'avait jamais eu lieu!